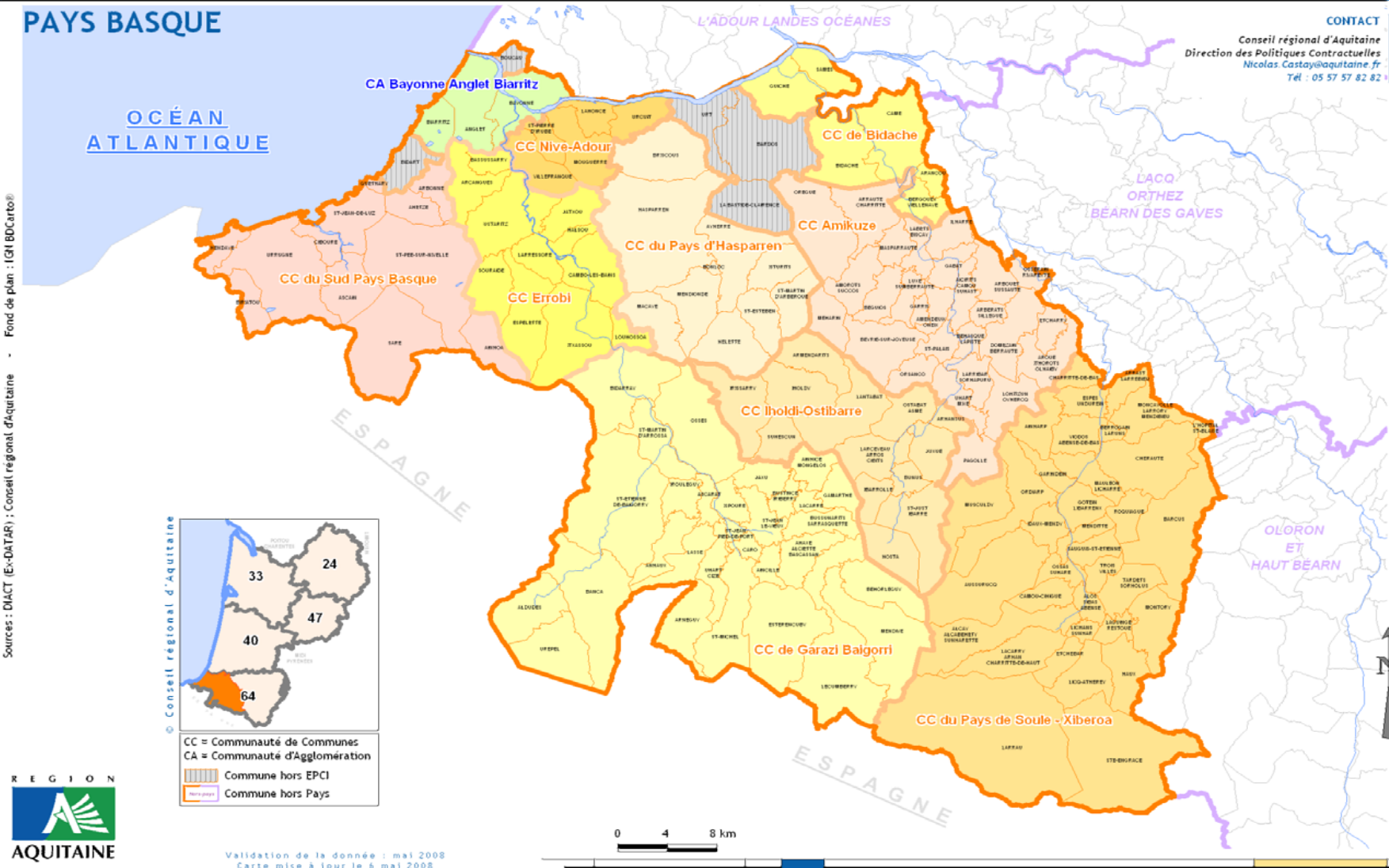


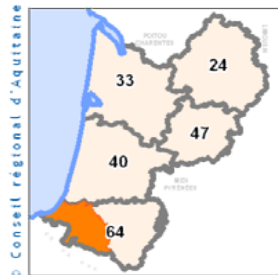
Pays d'Aquitaine

PAYS BASQUE



CONTACT
 Conseil régional d'Aquitaine
 Direction des Politiques Contractuelles
 Nicolas.Castay@aquitaine.fr
 Tél : 05 57 57 82 82

Sources : DIACT (IEA-DATAR) ; Conseil régional d'Aquitaine
 Fond de plan : IGH BDCarto®



© Conseil régional d'Aquitaine
 CC = Communauté de Communes
 CA = Communauté d'Agglomération
 [Hatched box] Commune hors EPCI
 [Orange box] Commune hors Pays



Validation de la donnée : mai 2008
 Carte mise à jour le 6 mai 2008

PROJET DE CONTRAT TERRITORIAL DU PAYS BASQUE

Rapport de présentation

I - LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRATS DE PAYS EN AQUITAINE

1 – Cadre général

En choisissant de soutenir la constitution de Pays et d'Agglomérations au sein du volet territorial du Contrat de Plan signé avec l'Etat pour la période 2000 – 2006, la Région Aquitaine voulait favoriser la mise en œuvre de territoires pertinents pour conduire des projets de développement partagés et structurants.

Ainsi, ont été constitués progressivement 26 Pays et 7 Agglomérations qui couvrent aujourd'hui l'intégralité du territoire aquitain. La quasi-totalité a signé avec le Conseil Régional des contrats de développement pluriannuels permettant de mettre en œuvre le soutien de notre collectivité régi par le règlement d'intervention rénové en mars 2006.

Le Conseil Régional a souhaité avant toute nouvelle démarche, qu'un bilan précis soit fait à la fois sur le plan global et pour chaque contrat de Pays. Le bilan validé en séance plénière du Conseil Régional le 28 janvier 2008 donne des indications sur l'évaluation quantitative et qualitative des premiers contrats de Pays de cette génération, au moment où la plupart des territoires souhaite négocier un deuxième contrat avec la Région pour une nouvelle période pluriannuelle.

Cette reconduction intervient alors que les Pays se sont imposés comme un échelon pertinent de coopération et de mutualisation entre les intercommunalités qui les composent. S'ils ont pu craindre pour leur avenir du fait du changement de majorité parlementaire en 2002 et des questionnements qui avaient été posés sur leur existence, les Pays ne sont plus sérieusement contestés aujourd'hui.

La preuve en est dans la réponse faite il y a plusieurs mois par la Ministre de l'Intérieur à la question d'une Députée qui l'interrogeait sur la cohérence entre Pays et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I) : l'Etat y réaffirme le rôle prépondérant que les Pays jouent dans l'élaboration de stratégies et de projets de développement durable sur des territoires pertinents, complémentaires aux compétences et missions des intercommunalités à fiscalité propre.

On peut regretter que l'Etat n'ait pas choisi, pour autant, de traduire son soutien aux Pays en Aquitaine dans le Volet Territorial du nouveau CPER 2007 – 2013. Cette absence de soutien contractuel renvoie l'accompagnement des projets de développement local par l'Etat à ses dispositifs de droit commun (DDR, DGE...) ou à un éventuel nouvel appel à projets de type Pôles d'Excellence Rurale qu'il pourrait choisir de relancer.

La Région Aquitaine reste donc en première ligne, avec le concours des Départements, pour conduire une politique d'aménagement et de développement territorial équitable et volontariste, renouvelée et offensive. Elle pourra s'appuyer sur le concours des fonds européens, principalement au travers du FEADER et de ses axes 3 (Développement Local) et 4 (Leader).

Rappelant le règlement d'intervention rénové en mars 2006 qui traduit les modalités de son soutien, le Conseil Régional d'Aquitaine a souhaité établir des préconisations pour la nouvelle génération des contrats de pays, qui aillent dans le sens de l'innovation (partenariale, thématique, méthodologique) et de la prise en compte des mutations et des nouveaux enjeux qui interrogent le devenir des espaces aquitains et de leurs populations.

2 – Les priorités : intervention de la Région Aquitaine dans les Contrats de Pays

Fort des enseignements tirés du bilan global, la Région Aquitaine souhaite renforcer la capacité d'innovation des territoires, tout en prenant en compte les nouveaux enjeux des espaces aquitains.

Le règlement d'intervention du 20 mars 2006 présentait un objectif principal pour la politique contractuelle en faveur des Pays : conforter l'attractivité des territoires infra régionaux tant en termes de développement économique et d'emploi qu'en termes d'accompagnement du développement économique et social (logement, services, environnement...).

Aussi, le dispositif d'intervention a-t-il été resserré autour du **trptyque** : « **économie-logement - services** », et de 2 priorités transversales : l'innovation et l'ingénierie.

Les innovations dans le contenu des mesures portent sur :

- La généralisation des « schémas » à l'échelle des pays, en y associant les conseils de développement : schéma économique (ou projet territorial de développement économique en articulation avec le Schéma Régional de Développement Economique – SRDE), schéma de l'habitat, schéma de services. Ces schémas doivent associer l'ensemble des partenaires : Région mais aussi Etat et Départements ; ils sont le préalable à l'intervention régionale sur les projets.
- En matière de développement économique certains projets exemplaires tant dans leur démarche que dans leur contenu.
- L'intégration de la préoccupation « santé » dans le cadre du schéma de services ; le maintien d'un réseau de santé dans les territoires les plus fragiles en relation avec l'évolution démographique (vieillesse- arrivée de nouvelles populations) est une des conditions d'attractivité des territoires. La région encourage l'organisation des territoires pour favoriser les conditions d'exercice des professionnels de santé et lutter contre la désertification médicale.
- Le recentrage au niveau du logement, au profit du logement social et des thématiques « jeunes » et « travailleurs saisonniers ».
- L'intégration dans les mesures des dispositifs environnementaux (éco-conditionnalité, agenda 21...)
- Une réorientation de l'ingénierie vers un soutien allégé sur l'ingénierie de base et un souci de favoriser l'ingénierie thématique dans les 3 domaines de l'économie, du logement et des services (en particulier la santé).

Les innovations sur les modalités de financement reposent sur la généralisation de la pratique des taux discriminants de subvention (3 catégories) pour les maîtres d'ouvrage publics (communes et communautés de communes) selon le potentiel et l'effort fiscal pour les communes, le coefficient d'intégration fiscale pour les communautés de communes, la cotisation par habitant pour l'ingénierie dans les pays (> 0,50 €/habitant).

Rappel : Le règlement se décline en 35 mesures accessibles sur le site de la région (interventions.aquitaine.fr)

Afin d'amener les pays à adapter leur stratégie de développement aux nouveaux enjeux de mutations économiques, sociales et environnementales et tout en s'adossant à son règlement d'intervention voté en mars 2006, la Région Aquitaine souhaite impulser des expériences innovantes adaptées aux contextes locaux en soutenant de manière spécifique :

- **l'innovation dans le partenariat entre acteurs du développement,**
- **l'innovation dans la mise en œuvre d'actions exemplaires,**
- **le rôle prépondérant des Pays en matière d'aménagement et de développement durable.**

Cette approche volontariste interviendra dès la négociation du contrat négocié en 2008, en examinant de manière spécifique les projets proposés particulièrement innovants.

Les opérations sur lesquelles la Région s'engage pour la durée du contrat sont de deux ordres :

- les opérations structurantes prioritaires ou qui relèvent d'une démarche innovante et ne trouvent pas obligatoirement leur place dans les règlements sectoriels : leur financement relève principalement de crédits réservés du budget des Politiques Contractuelles ; pour le financement des initiatives innovantes, la Région réserve une dotation minimum pouvant atteindre un objectif à terme de 30 à 50 % d'opérations innovantes dans le Contrat. Le Contrat de Pays rappelle par ailleurs les opérations individualisées et identifiées dans le Contrat de Projet 2007 – 2013
- les opérations relevant de règlements d'intervention de droit commun adoptés par le Conseil Régional d'Aquitaine (économie, formation, transports, environnement, tourisme, agriculture, culture, sports...).

Les Pays bénéficient pour leur démarche et leur contrat de l'accompagnement du Centre de Ressources Pays et Quartiers d'Aquitaine (PQA). Ses activités sont notamment renforcées dans le cadre des nouveaux programmes européens et plus particulièrement la mise en place du Réseau Rural Régional, dont il assurera l'animation.

Ainsi les missions étendues de PQA, le regroupement des Pays en association régionale et la tenue régulière d'une Conférence des Territoires permettront de renforcer les liens entre Pays à même d'assurer une mutualisation des expériences et l'échange de bonnes pratiques.

A ce jour, douze Pays ont rempli les conditions de forme et de fond permettant à la session plénière du 28 janvier 2008 l'examen de leur candidature à un nouveau contrat pour la période 2008 – 2010. Neuf autres candidatures sont proposées à la présente session. Au total, 21 pays sur 25 auront ainsi fait acte de candidature à un nouveau contrat.

Le présent projet de délibération ainsi que celui concernant le Pays Val d'Adour proposent les axes et le contenu d'un nouveau contrat qui doit faire apparaître notamment les nouvelles orientations de la politique régionale.

Ces deux pays feront l'objet de conventions territoriales signées dans le cadre du volet territorial du CPER, entre l'Etat, la ou les Régions, la structure porteuse du Pays et le ou les Départements pour la période 2008 – 2010.

Au regard d'une évaluation qualitative portant sur le niveau d'avancement des actions et de leur impact sur le territoire, la Région étudiera la possibilité de reconduire son engagement pour la période 2011 – 2013. Chaque année civile, une programmation indicative sera faite pour les opérations à engager dans l'exercice budgétaire annuel.

II – LE PROJET DE TERRITOIRE DU PAYS BASQUE

1 – Présentation du territoire

Le Pays Basque regroupe 158 communes et 262 300 habitants (88 hab/km²). Les 9 Etablissements publics de coopération intercommunale qui le composent sont la Communauté d'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz, les communautés de communes de Bidache, d'Amikuze, d'Hasparren, de Soule Xiberoa, de Garrazi-Baïgorri, d'Iholdi Oztibarre, Nive-Adour, Errobi.

En 1992, de nombreux acteurs politiques et socioprofessionnels du Pays Basque se sont engagés dans une démarche de développement territorial originale dans le cadre de Pays Basque 2010. Initiée par l'Etat, cette démarche a permis d'explorer les « futurs possibles » du Pays Basque et d'arrêter un scénario fixant les grandes évolutions souhaitables à horizon 2010, dans les domaines de l'aménagement et du développement territorial. Cette phase de réflexion prospective se conclue par la création du Conseil de développement en 1994 et du Conseil des élus du Pays Basque en 1995.

Prenant appui sur ce diagnostic partagé, le Pays Basque se dote en 1997 d'un schéma d'aménagement et de développement, déclinant les orientations stratégiques à privilégier et les opérations visant à les concrétiser. Le Conseil des élus plaide et négocie avec l'Etat, la Région et le Département un cadre contractuel pour la mobilisation des moyens financiers nécessaires à la concrétisation du Schéma d'aménagement et de développement.

Après quelques déclinaisons partielles (Convention de développement du CIADT de décembre 97, Programme Leader 2, PCD 1ère génération, CPER...), une grande partie des opérations du schéma d'aménagement est reprise dans la Convention spécifique Pays Basque, dont la signature en décembre 2000 acte l'engagement de l'Etat, de la Région et du Département sur la réalisation des projets considérés stratégiques et prioritaires par les acteurs du Pays Basque.

Entre 2001 et 2006, les 57 opérations de la Convention Spécifique recouvrant neuf thématiques (politique linguistique, culture, environnement, agriculture, pêche, industrie et formation professionnelle, tourisme, infrastructures et urbanisme, transfrontalier) se mettent progressivement en place dans le cadre d'un programme de 364 Millions d'Euros financés par les trois partenaires à hauteur de 166 millions d'Euros.

Si l'élaboration du projet Pays Basque et sa contractualisation ont été déterminantes dans la dynamique globale du Pays Basque, d'autres transformations, pour certaines liées à la dynamique du projet, ont vu le jour sur la période : couverture de la quasi-totalité du territoire par les intercommunalités à fiscalité propre, engagement de démarches de planification territoriale avec deux Schémas de cohérence territoriale, mise en place d'une seconde génération de Projets collectifs de développement après révision des périmètres et définition de nouvelles méthodes de concertation (conseils locaux de développement), mise en place de nouveaux dispositifs dans le cadre des chantiers lancés par le Gouvernement en 2004.

Au final, la période 1992 – 2007 aura vu la création d'une trentaine d'outils nouveaux dédiés à l'aménagement et au développement du Pays Basque : Agence d'urbanisme, Syndicats Bil ta garbi et Bizi garbia, Office public de la langue basque, Etablissement public foncier local, Agence transfrontalière, Technopole d'Izarbel, Centres d'appui au développement des entreprises en Pays Basque intérieur, Ecoles d'ingénieurs, Conférence eurorégionale...

10 ans après le schéma d'aménagement et de développement et au terme de la Convention spécifique, le Conseil des élus et le Conseil de développement ont estimé nécessaire d'engager en 2005 une nouvelle phase pour réactualiser le projet de territoire en intégrant les nouveaux enjeux. L'objectif affiché est d'être au rendez-vous au moment où se négocient les procédures contractuelles pour la période 2007 - 2013 (CPER, programmes européens...).

Trois ambitions sont au coeur du nouveau projet de territoire :

- Le développement durable du Pays Basque
- La concrétisation de la réciprocité territoriale
- Le renforcement des coopérations transfrontalières

2 – Objectifs et contenu du projet

En référence à la Convention spécifique Pays Basque, mise en oeuvre sur la période 2001 – 2006, les partenaires (Etat, Région et Département) se sont engagés avec le dispositif Conseil des élus/Conseil de développement dans la préparation du Contrat territorial Pays Basque pour la période 2007 – 2013.

Un dispositif d'instruction des projets a été mis en place au travers de 14 commissions thématiques réunissant les référents des services de l'Etat, de la Région et du Département. Ces commissions se sont réunies entre avril et octobre 2007 pour examiner et instruire les propositions d'actions du territoire.

Ce nouveau projet de territoire, reconnu « agenda 21 local » par le délégué interministériel au Développement Durable, le 09 février 2007, se structure autour de 3 axes stratégiques et 34 programmes d'actions.

Axe 1 : Innover pour un territoire compétitif et responsable

Depuis de nombreuses années, le développement de l'économie « résidentielle » a tendance à prendre le pas sur l'économie productive en Pays Basque. Même si à ce jour, on observe encore une relative bonne complémentarité entre ces moteurs économiques, le prolongement des tendances actuelles risque de fragiliser les activités productives (industrie, agriculture, pêche, artisanat de production).

Donner la priorité à l'économie productive afin de maintenir durablement la diversité de ces moteurs économiques, tel est l'enjeu auquel doit répondre le territoire pour rester compétitif, entreprenant et responsable. Dans ce sens, quatre objectifs sont recherchés :

- Structurer les secteurs économiques productifs
- Favoriser et soutenir l'innovation et la responsabilité sociétale
- Agir ensemble pour développer l'économie et les compétences
- Organiser et renforcer le « Campus Pays Basque »

Axe 2 : Construire un Pays Basque équilibré, harmonieux et solidaire

Compte tenu de sa position géographique, de son attractivité, de son mode d'urbanisation et des perspectives de développement à moyen terme, le Pays Basque est interpellé sur les politiques publiques qu'il entend mener pour maîtriser et gérer ses espaces, mettre en cohérence le développement urbain, la répartition des zones d'activité et d'habitat, l'offre de logement, l'offre de transport, l'offre de services publics. Trois objectifs sont visés :

- Anticiper et maîtriser l'urbanisme et l'aménagement du Pays Basque
- Veiller à la cohésion sociale et au bien-être des populations
- Répondre au double défi climat-énergie

Axe 3 : Conforter et transmettre le capital naturel, culturel et humain du Pays Basque

Le Pays Basque dispose indéniablement d'atouts importants, d'une forte qualité de vie, et d'une image très positive liés principalement à son patrimoine culturel (identité, langue basque) et naturel (mer, montagne, paysages), mais aussi à la richesse de sa vie sociale. La valorisation et la protection de ce patrimoine constituent à la fois une condition de préservation de l'identité et de la cohésion interne au territoire, mais aussi de son attractivité et de sa compétitivité. A cet effet, quatre objectifs sont ciblés :

- Susciter et appuyer les initiatives favorisant les dynamiques sociétales
- Renforcer l'usage de la langue basque dans la vie sociale
- Engager une dynamique de projet assurant le rayonnement culturel
- Valoriser et gérer les ressources et les espaces naturels

Conclusion du rapport

Sur le fond, le contenu du nouveau projet de territoire est plus axé sur les enjeux de développement que d'équipement que le précédent. Le Contrat territorial Pays Basque comporte 34 programmes regroupant 73 actions et représente un budget global de 212 754 396 euros.

La participation prévisionnelle de l'Etat est estimée à 33 538 500 euros et celle du Conseil Régional des Pyrénées Atlantiques à 27 570 247 euros.

Le travail collectif d'évaluation de la stratégie, des actions et du fonctionnement porté par le Conseil de développement a permis de renouveler le regard porté par le Pays sur son avenir. Le bilan tiré du chantier d'évaluation a été l'occasion de se projeter et de redéfinir les objectifs du projet de territoire. La notion de développement durable a été intégrée à la réflexion du territoire. Les conditions d'une contractualisation réussie apparaissent remplies.

L'engagement financier du Conseil Régional s'élève à 30 245 467 euros pour la période 2007 – 2013, réparti assez équitablement entre des crédits inscrits au CPER et des crédits issus des politiques régionales de droit commun.

| N° fiche | Intitulé Actions | Maître d'ouvrage | Coût de l'opération en € | Type de coût (investissement / fonctionnement) | Plan de financement | | | | | | | | observations des partenaires |
|---|---|--|--------------------------|--|---------------------|--------------|------------|-----------------------------|--------------|----------------------------|--|--|--|
| | | | | | ETAT (en euros) | | | CONSEIL REGIONAL (en euros) | | CONSEIL GENERAL (en euros) | Eligibilité fonds européens (en euros) | Autofinancement & autres (en euros) | |
| | | | | | INTERMINISTERIEL | DROIT COMMUN | CPER | CPER | DROIT COMMUN | DROIT COMMUN | FEDER, FEADER, FSE... | Maître d'ouvrage, collectivités locales, privés... | |
| AXE 1 : INNOVER POUR UN TERRITOIRE COMPETITIF ET RESPONSABLE | | | | | | | | | | | | | |
| Programme 1 : organisation en réseau des principaux secteurs économiques | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 | Consolider le cluster de la glisse | Eurosima | 660 000 | Fonct. 6 ans | | | 80 000 | 80 000 | | 80 000 | 240 000 | 180 000 | |
| 1.2 | Créer un centre de services glisse | CCI BPB | 5 500 000 | Invest. | 550 000 | | | | 550 000 | 550 000 | 1 650 000 | 2 200 000 | |
| 1.3 | Créer le pôle aéronautique du BAB : technocité | CABAB | 9 065 000 | Invest. | | 500 000 | 1 000 000 | 1 550 000 | | 1 000 000 | 1 000 000 | 4 015 000 | |
| 1.4 | Développer un centre technique des matériaux composites | A déterminer | 3 000 000 | Invest. | | | 750 000 | 450 000 | 600 000 | | 1 200 000 | | |
| 1.5 | Structurer un Cluster Agroalimentaire | CCI BPB (phase amont) | 120 000 | Fonct. | | | | | 24 000 | 24 000 | 48 000 | 24 000 | |
| 1.6 | Renforcer la compétitivité des entreprises de la chaîne graphique | ANTIC | 174 000 | Fonct. 3 ans | | | | | 12 180 | 43 500 | 74 820 | 43 500 | |
| 1.7 | Anticiper les mutations du tourisme et développer de nouveaux partenariats publics privés | A déterminer | 70 000 | Expertise/étude | | | | | 14 000 | 24 000 | 18 000 | 14 000 | |
| Programme 2 : développement d'une agriculture et d'une pêche durables | | | | | | | | | | | | | |
| 2.1 | Accompagner les dynamiques d'installation en agriculture | exploitants agricoles; projets collectifs public/privé | non évalué | | | | | | | | | | |
| 2.2 | Appuyer les démarches collectives valorisant une agriculture de qualité | Syndicats AOC, associations de producteurs, coopératives | 3 000 000 | Fonct. 6 ans | 350 000* | | 259 000 | 259 000 | | 900 000 | | 1 232 000 | * Crédits additionnels à mobiliser dans le cadre de la révision à mi-parcours du CPER (décision de la réunion interministérielle du 14 février 2008) |
| 2.3 | Porter un soutien particulier à la filière ovine | Opérateurs de la filière ovine | 3 500 000 | Fonct./Invest.6 ans | | | 329 000** | 329 000 | | 600 000 | | | ** montant indicatif ne constituant pas un plafond |
| 2.4 | Maintenir un foncier viable pour favoriser une agriculture durable | EPFL | non évalué | | | | | | | | | | |
| 2.5 | Encourager les initiatives visant une meilleure organisation du travail | Opérateurs agricoles et collectivités publiques | 250 000 | Fonct./Invest.3 ans | | | | | 100 000 | 100 000 | | 50 000 | |
| 2.6 | Elaborer et mettre en œuvre un programme d'action pour conforter la filière pêche | Comité local des pêches | non évalué | Invest/Fonct | | | CPER GP 09 | CPER GP09 | | accord de principe | FEP | | programme d'action à élaborer dans le cadre de l'appel à projet du Fond Européen de la Pêche (FEP) lancée à l'automne 2008 |
| Programme 3 : élaboration d'une politique de marketing territorial | | | | | | | | | | | | | |
| 3.1 | Mener une étude d'opportunité d'une "marque Pays Basque" | CDPB - CEPB | 106 000 | Expertise/étude | | | | | 35 000 | 50 000 | | 21 000 | |
| Programme 4 : diffusion de l'innovation et du transfert de technologies | | | | | | | | | | | | | |
| 4.1 | Mettre en place un Comité de pilotage innovation en Pays Basque | Partenaires du CTPB porteurs de projets | non évalué | Etude Opération diffusion Innovation | | | | | | | | | |
| 4.2 | Expérimenter une démarche de diffusion de l'innovation auprès des PME et TPE | Chambre des Métiers | 50 000 | Etude Opération diffusion Innovation | | | | | 20 000 | 20 000 | | 10 000 | |
| Programme 5 : soutien aux équipes de recherche | | | | | | | | | | | | | |
| 5.1 | Accompagner le développement de la recherche | Comité de pilotage partenarial | 1 200 000 | Fonct.Invest 3 ans | | | | | 600 000 | 400 000 | | 200 000 | |
| Programme 6 : développement du "campus Pays Basque" | | | | | | | | | | | | | |

Récapitulatif des opérations du Contrat Territorial Pays Basque 2007-2013 [version au 06/06/2008]

| N° fiche | Intitulé Actions | Maître d'ouvrage | Coût de l'opération en € | Type de coût (investissement / fonctionnement) | Plan de financement | | | | | | | | observations des partenaires | |
|---|--|---|---|--|---------------------|--------------------|------------------|-----------------------------|--------------------|----------------------------|--|--|--|---|
| | | | | | ETAT (en euros) | | | CONSEIL REGIONAL (en euros) | | CONSEIL GENERAL (en euros) | Eligibilité fonds européens (en euros) | Autofinancement & autres (en euros) | | |
| | | | | | INTERMINISTERIEL | DROIT COMMUN | CPER | CPER | DROIT COMMUN | DROIT COMMUN | FEDER, FEADER, FSE... | Maître d'ouvrage, collectivités locales, privés... | | |
| 6.1 | Créer un Comité de promotion de l'enseignement supérieur du Pays Basque | à préciser | mise à disposition personnel/université | Fonct. | | accord de principe | | | | | accord de principe | | UPPA | |
| 6.2 | Renforcer le positionnement de l'ESTIA dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation | ESTIA | 10 655 000 | Invest./Fonct. 6 ans | | | | | | | accord de principe | 1 200 000 | | L'ESTIA bénéficie d'ores et déjà du soutien de l'Etat pour le fonctionnement de l'école d'ingénieur, à hauteur de 250 000€ par an |
| Programme 7 : accompagnement des démarches de développement durable | | | | | | | | | | | | | | |
| 7.1 | Favoriser la mise en réseau et l'accompagnement des acteurs sur les questions de développement durable | CDPB/CEPB | 130 000 | Expertise/étude | | | 27 000 | 27 000 | | | 27 000 | | 49 000 | |
| 7.2 | Expérimenter des outils de diagnostic "Développement Durable" pour les petites entreprises | Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pyrénées-Atlant. | 64 250 | Expertise/étude | | | | | 25 700 | 25 700 | | | 12 850 | |
| Programme 8 : accompagnement des petites entreprises | | | | | | | | | | | | | | |
| 8.1 | Créer en Pays Basque une Cité des Métiers | Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pyrénées-Atlant. | 21 231 539 | Invest | 7 125 000 | | | | | 6 812 500 | 1 750 000 | 400 000 | Cabab: 2,910ME CM64: 2 M€ | |
| 8.2 | Elargir la PFIL Bultza à l'ensemble du Pays Basque | PFIL Bultza | 980 000 | Invest./fonds 4 ans | | | | | | 300 000 | 300 000 | 122 500 | 257 500 | |
| 8.3 | Expérimenter une démarche territoriale en réseau d'appui à la transmission | Consulaires / Centres d'appui | 250 000 | Fonct. 6 ans | | | | | accord de principe | accord de principe | | | | |
| 8.4 | Accompagner les Centres d'appui du Pays Basque Intérieur | Centres d'appui | 1 960 000 | Fonct. 2007 - 2010 | | | | | 75 000 | 320 000 | | | 1 565 000 | |
| Programme 9 : mobilisation du foncier à vocation économique | | | | | | | | | | | | | | |
| 9.1 | Elaborer un schéma prospectif des zones d'activités économiques | EPFL | 90 000 | Expertise/étude | | | | | | 30 000 | 30 000 | | 30 000 | |
| Programme 10 : développement des usages économiques des TIC | | | | | | | | | | | | | | |
| 10.1 | Accompagner les projets en faveur des usages des TIC | Porteurs de projets TIC | non évalué | | | | | | | | | | | opérations examinées dans le cadre de l'appel à projet TIC FEDER piloté au niveau régional |
| Programme 11 : expérimentation de nouvelles voies dans le dialogue social | | | | | | | | | | | | | | |
| 11.1 | Organiser les bases pour de nouvelles relations sociales | CDPB/CEPB phase lancement | intégré dans budget CDPB/CEPB | Fonct. | | | | | | | | | | |
| Programme 12 : anticipation des mutations économiques et du vieillissement des actifs | | | | | | | | | | | | | | |
| 12.1 | Construire un dispositif d'anticipation et de gouvernance des mutations socio-économiques | CDPB/CEPB phase lancement | 100 000 | Expertise/étude | | | | | | 22 000 | 22 000 | 36 000 | 20 000 | |
| Total axe 1 | | | 62 155 789 | | 8 025 000 | 500 000 | 2 445 000 | 2 695 000 | 9 220 380 | 7 466 200 | 4 789 320 | | | |
| AXE 2 : CONSTRUIRE UN PAYS BASQUE EQUILIBRE, HARMONIEUX ET SOLIDAIRE | | | | | | | | | | | | | | |
| Programme 13 : élaboration d'un cadre de références partagées pour (a)ménager le Pays Basque | | | | | | | | | | | | | | |
| 13.1 | Construire une charte pour une vision partagée de l'aménagement durable du territoire | Conseil des élus du Pays Basque maître d'œuvre: CDPB/AUAP | 1 266 800 | Expertise/étude 2008-2010 | | 150 000 | | | | accord de principe | accord de principe | accord de principe | | |
| Programme 14 : renforcement des politiques de logement et d'habitat | | | | | | | | | | | | | | |
| 14.1 | Mettre en place une conférence territoriale de l'habitat | Partenaires du CTPB EPCI... | non évalué | Fonct. | | | | | | | | | | |
| 14.2 | Renforcer l'ingénierie pour appuyer les politiques de production et d'accès au logement | Dispositif PUL élargi | 710 000 | Fonct. 5 ans | 355 000 | | | | | | 300 000 | | 55 000 | |
| 14.3 | Créer des structures d'hébergement d'urgence de type hôtel social | Cabab (1er hôtel social) | 1 816 000 | Invest. (hors foncier) | | 588 000 | | | | | | | Cabab: 407 000 Emprunts PLUS: 821 000 | Un premier projet d'hôtel social est identifié sur l'agglomération du BAB, pour lequel un plan de financement a été élaboré. Des études seront menées pour développer une offre sur le territoire de la communauté de communes du sud Pays Basque ainsi qu'en Pays Basque intérieur. Par ailleurs, le Conseil général poursuit le soutien apporté aux outils de logement des plus démunis portés par le PACT-CDHR, soit 1 200 000€ sur 3 ans. |
| Programme 15 : schéma des déplacements en Pays Basque | | | | | | | | | | | | | | |

Récapitulatif des opérations du Contrat Territorial Pays Basque 2007-2013 [version au 06/06/2008]

| N° fiche | Intitulé Actions | Maître d'ouvrage | Coût de l'opération en € | Type de coût (investissement / fonctionnement) | Plan de financement | | | | | | | | observations des partenaires | |
|--|---|--|-------------------------------|--|---------------------|--------------|-----------|-----------------------------|--------------|----------------------------|--|--|---|--|
| | | | | | ETAT (en euros) | | | CONSEIL REGIONAL (en euros) | | CONSEIL GENERAL (en euros) | Eligibilité fonds européens (en euros) | Autofinancement & autres (en euros) | | |
| | | | | | INTERMINISTERIEL | DROIT COMMUN | CPER | CPER | DROIT COMMUN | DROIT COMMUN | FEDER, FEADER, FSE... | Maître d'ouvrage, collectivités locales, privés... | | |
| 15.1 | Bâtir une stratégie de mobilité durable pour le Pays Basque | Etat/Région/Départ. EPCI m. œuvre: AUAP SMTC, collectivités territoriales | 160 000 1 250 000 | Cadre stratégique Enquêtes mobilité (dont enquête ménage) | | | | | | 200 000 | 200 000 | Feder 3.1.3.1 | SMTC, EPCI... Audap | * crédits interministériels fléchés sur l'enquête ménage Le Conseil régional et le Conseil général pourront être amenés à prendre en charge directement certaines études ciblées (cordon fer, cordon routes...). |
| Programme 16 : infrastructures de transport ciblées sur le report modal | | | | | | | | | | | | | | |
| 16.1 | Créer un pôle intermodal en gare de Bayonne | Collectivités locales | 7 000 000 | Invest. | | | 700 000 | 1 400 000 | | | | Feder 3 | | Dans le cadre d'une politique globale et cohérente en matière de transport ferroviaire, les projets 16-1, 16-3 et 16-4 feront l'objet d'un accord global conditionné notamment par l'accord sur l'implantation de la plate forme d'autoroute ferroviaire sur le site de Mouguerre. |
| 16.2 | Faire de la ligne ferroviaire Bayonne - St Jean Pied de Port un axe de mobilité durable sur la vallée de la Nive | Conseil régional d'Aquitaine + RFF | 18 500 000 | Invest. | | | 4 625 000 | 4 625 000 | | 4 625 000 | | | | |
| 16.3 | Améliorer le potentiel de développement du fret ferroviaire | platef transp comb (op privés) | 15 000 000 | Invest. | | | 1 000 000 | 3 750 000 | | 1 500 000 | Feder 3.1.3 | | | |
| | | opérateur privé | 18 000 000 | Invest. | | | 7 200 000 | 1 800 000 | | A déterminer | Feder 3.1.3 | | | |
| 16.4 | Poursuivre la structuration du Centre Européen du Fret | Sepa / Smacef | 13 461 000 | Invest. | | | | | A déterminer | 1 350 000 | Feder 3.1.3 | | | |
| Programme 17 : construction de l'Eurocité basque | | | | | | | | | | | | | | |
| 17.1 | Finaliser l'aménagement du chemin de la Baie de Txingudi | Hendaye Consorcio | 5 368 580 | Invest. | 300 000 | | | | | accord de principe | accord de principe | INTERREG IV | | |
| | | | 2 000 000 | Pistes cyclables | 200 000 | | | | | 505 000 | 505 000 | | | |
| Programme 18 : mobilisation des acteurs locaux sur les enjeux climatiques | | | | | | | | | | | | | | |
| 18.1 | Impulser une dynamique territoriale sur le double défi climat-énergie | CEPB/CDPB phase lancement | 125 000 | Animation: 75 000 | | | | | | 25 000 | | | Ademe: 35 500 | |
| | | | | Expertise: 50 000 | | | | | | 16 500 | 12 500 | | Ademe: 16500 | |
| Programme 19 : développement des énergies renouvelables | | | | | | | | | | | | | | |
| 19.1 | Etudier l'opportunité de mettre en place un laboratoire d'évaluation de la qualité environnementale des matériaux | NOBATEK | 55 000 | Expertise/étude | | | | | | | 15 000 | | | |
| 19.2 | Développer l'écoconception de l'habitat basque et intégrer les énergies renouvelables | Conseil Général-NOBATEK | 72 000 | Expertise/étude | | | | | | | 60 000 | Feder 3.1.2. | Nobatek: 12000 | |
| 19.3 | Etudier la transformation de l'énergie de la houle marine en électricité | Conseil Général-NOBATEK | 26 000 | Expertise/étude | | | | | | | 20 000 | Feder 3.1.2. | Nobatek: 6000 | |
| 19.4 | Expérimenter le soutien aux dynamiques énergétiques du territoire | Communauté de communes de Soule | 80 000 | Fonct./invest. | | | | 20 000 | | | 20 000 | Feder 3.1.2. | Ademe 25% | |
| Programme 20 : plan de prévention de la production de déchets | | | | | | | | | | | | | | |
| 20.1 | Installer un dispositif territorial de prévention de la production des déchets | Conseil Général | 100 000 | Fonct. 3 ans | | | | | | | 25 000 | | Ademe 25% | |
| 20.2 | Optimiser le tri des déchets ménagers / pourvoir le territoire d'animateurs "prévention et tri" | Bil Ta Garbi Bizi Garbia | 594 000 | Fonct. 3 ans | | | | | | | 148 500 | | Ademe 25% | |
| 20.3 | Améliorer le détournement du flux des déchets | Bil Ta Garbi Bizi Garbia | 84 000 | Invest. | | | | | | | 25 200 | | Ademe 25% | |
| 20.4 | Susciter des démarches exemplaires et éco citoyennes en matière de prévention des déchets | Porteurs de projets | 250 000 | Invest./fonct. | | | | | | | 87 500 | Feder 3,1,2, | | |
| Programme 21 : accessibilité des TIC en tout point du territoire | | | | | | | | | | | | | | |
| 21.1 | Développer un accès haut débit en tout point du territoire | délégataire du Conseil général | 4 408 134 | Invest. | | | | | | | 1 867 934 | 1 193 566 | 1 346 634 | |
| 21.2 | Favoriser la connexion très haut débit des entreprises | CG 64, EPCI et opérateurs | 4 500 000 | 50K€ - Expertise/étude 4M€ - Invest | | | | | 800 000 | 1 300 000 | 800 000 | | 800 000 (délégataire) 800 000 (EPCI) | |
| 21.3 | Anticiper les besoins de demain pour rester un territoire d'excellence | CG 64, EPCI et opérateurs | 1 700 000 | 200K€ - Expertise/étude 1,5M€ - Invest. | | | | | 300 000 | 1 100 000 | 300 000 | | | |
| Programme 22 : adaptation et pérennisation des services publics et au public sur l'ensemble du territoire | | | | | | | | | | | | | | |
| 22.1 | Elaborer une charte des services sur les territoires ruraux du Pays Basque | CDPB/CEPB phase lancement | intégré dans budget CDPB/CEPB | Fonct. | | | | | | | | | | |
| Programme 23 : accessibilité des soins en Pays Basque intérieur | | | | | | | | | | | | | | |

Récapitulatif des opérations du Contrat Territorial Pays Basque 2007-2013 [version au 06/06/2008]

| N° fiche | Intitulé Actions | Maître d'ouvrage | Coût de l'opération en € | Type de coût (investissement / fonctionnement) | Plan de financement | | | | | | | observations des partenaires | |
|---|--|---|--------------------------|--|---------------------|------------------|-------------------|-----------------------------|---------------------|----------------------------|--|--|--|
| | | | | | ETAT (en euros) | | | CONSEIL REGIONAL (en euros) | | CONSEIL GENERAL (en euros) | Eligibilité fonds européens (en euros) | | Autofinancement & autres (en euros) |
| | | | | | INTERMINISTERIEL | DROIT COMMUN | CPER | CPER | DROIT COMMUN | DROIT COMMUN | FEDER, FEADER, FSE... | | Maître d'ouvrage, collectivités locales, privés... |
| 33.1 | Disposer d'outils de gestion intégrée de l'eau sur les bassins versants et le littoral | CEPB/CDPB | 60 000 | Fonct./Exp/étude | | | | 12 000 | | 18 000 | Feder 3.2.3 | Agence de l'eau | |
| | | CG/Col loc/EPCI | 246 800 | Invest/Exp/étude | | | | | | 74 040 | | | Agence de l'eau |
| 33.2 | Etudier la mise en place d'un système de préalerte des crues des rivières | CG64 | 50 000 | Expertise/étude | | | | | 10 000 | 40 000 | | | |
| Programme 34 : valorisation et protection du littoral basque | | | | | | | | | | | | | |
| 34.1 | Suivre et anticiper l'évolution du trait de côte | Communes du littoral basque | 1 731 000 | consolid falaises | | | | | 346 320 | 346 320 | | | |
| | | | 169 000 | observatoire Aquit | | | 40 000 | 40 000 | | 45 000 | | | |
| | | | 769 000 | instrumentation | | | 115 000 | 115 000 | | 130 000 | | | |
| 34.2 | Initier un programme innovant de lutte contre les déchets flottants | Syndicat Mixte Kosta Garbia | 297 000 | Invest. & Expertise/étude | | | | | 16 000 | 59 400 | | 221 600 | |
| 34.3 | Développer un modèle hydrodynamique prédictif du milieu côtier basque (LOREA) | CG64 (chef de file) | 2 206 193 | Invest. & Expertise/étude | | | | | 47 267 | 154 473 | 1 434 051 | Agence de l'eau : 47 267 Autres partenaires : 523 165 | Les autres partenaires du projet: Gipuzkoa, Gouvernement basque, AZTI, UPPA, CETE, IFREMER,... |
| 34.4 | Développer et gérer un outil de gestion active des plages de la Côte Basque | Syndicat Mixte Kosta Garbia | 200 000 | 50% Invest. 50% Fonct. | | | | | 35 000 | 60 000 | | Agence de l'eau | |
| 34.5 | Valoriser le site naturel de la "Corniche basque" | CG64 (phase étude) | 400 000 | Expertise/étude | | 250 000 | | | | 150 000 | | | |
| 34.6 | Rénover et agrandir le Musée de la Mer | Ville de Biarritz | 12 000 000 | Invest. | 500 000 | | | | accord de principe* | accord de principe* | | | |
| 34.7 | Aménager et valoriser la baie de Saint-Jean-de-Luz | Syndicat interc Saint-Jean-de-Luz - Ciboure | 5 000 000 | Expertise/étude et Invest. | 500 000 | | | | accord de principe* | accord de principe* | | | * les partenaires s'engagent à étudier les projets et les modalités d'engagement |
| 34.8 | Aménager le littoral angloy | Commune d'Anglet | en cours de finalisation | Expertise/étude et Invest. | | | | | accord de principe* | accord de principe* | | | |
| Total axe 3 | | | 40 381 893 | | 4 372 000 | 423 000 | 173 500 | 167 000 | 3 971 587 | 5 912 413 | 3 178 051 | | |
| Ingénierie territoriale (CDPB/CEPB) | | CDPB/CEPB | 3 640 000 | Fonct 2007 - 2013 | 910 000 | | | | 750 000 | 910 000 | | 910 000 | |
| TOTAL GENERAL | | | 212 754 396 | | 14 462 000 | 2 933 000 | 16 143 500 | 14 457 000 | 15 788 467 | 27 570 247 | 10 260 937 | | |